Lettre ouverte aux juges de la Cour pénale internationale

Partage international n° 435 – Novembre 2024

par Brian Eno et Yanis Varoufakis

Le 7 octobre 2024

Chers juges de la Cour pénale internationale,

Le fait que la cour où vous siégez ait décidé en janvier dernier de s'intéresser à la situation israélo-palestinienne, nous a rassuré. L'humanité a besoin d'une CPI qui fasse respecter la loi et qui soit prête à enquêter sur les plus sérieuses allégations de violation de cette loi.

Aujourd'hui, 7 octobre 2024, exactement un an après le début de la phase la plus brutale des 76 ans d'existence du conflit israélo-palestinien, nous ressentons le besoin de nous adresser à vous directement. Ceci non seulement en raison de la cruauté grandissante de ce qui se passe en Cisjordanie, mais aussi en raison du dangereux précédent qui serait créé si le comportement d'un Etat en arrivait à s'éloigner si gravement de ce qui est défini comme acceptable par le consensus international lors d'un conflit. Si de telles violations n'étaient pas sanctionnées par un tribunal tel que le vôtre, des Etats pourraient dans le futur commettre des crimes de guerre dans la plus grande impunité.

Il est à présent au-delà du doute que le gouvernement israélien a entrepris d'éliminer systématiquement le moindre aspect de la vie des Palestiniens à Gaza. Il y a déjà eu :

1. Les bombardements, les plus intensifs de mémoire d'homme, d'une zone urbaine densément peuplée.
2. La plus grande famine délibérément imposée à une population depuis la Seconde Guerre mondiale.
3. La destruction systématique des établissements de soin.
4. Un nombre inégalé de journalistes et de personnel des Nations unies tués.

Le gouvernement israélien a attaqué des écoles, des universités, des bibliothèques, des archives, des centres culturels, des sites historiques, des mosquées et des églises. Des professeurs d'université et des enseignants ont été tués, aux côtés de leurs étudiants et souvent de leurs familles entières. Pendant ce temps, sous le couvert du conflit à Gaza, les colons israéliens, protégés par les soldats des forces de défense israéliennes, chassent les Palestiniens de leurs terres ancestrales en violation directe des règles de base de la loi internationale.

Ce ne sont pas seulement des infractions commises par un gouvernement. La communauté internationale n'a aucune raison de s'attendre à ce qu'un changement de gouvernement ramène l'Etat israélien au sein de la loi internationale. Le 19 juillet 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a statué que l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est était illégale. Cinq jours plus tard, la Knesset a décidé à 65 voix contre 9 d'ignorer cette décision de la CIJ et a désigné avec provocation la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est comme faisant partie de « la terre d'Israël ». Pour aller plus loin dans son mépris de la loi internationale et des institutions que l'humanité a créés pour soutenir Israël après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement israélien a, mercredi dernier, interdit l'entrée de son territoire au secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

Alors, quand la cour lancera-t-elle une inculpation ?

Aujourd'hui est le jour anniversaire du chapitre le plus sombre d'une tragédie dont notre génération sera responsable devant les générations futures. Aujourd'hui, l'humanité a besoin plus que jamais d'un tribunal comme le vôtre, dans lequel les esprits de juristes impartiaux du monde entier peuvent parvenir à un consensus sur les principes de conduite légaux en temps de guerre et dans ses suites. Votre rôle est vital, et nous vous implorons d'agir immédiatement.

Merci,

Brian Eno et Yanis Varoufakis

Pour soutenir cet appel, consulter le site yanisvaroufakis.eu
Vous pouvez également vous adresser à la Cour pénale internationale : Oude Waalsdorperweg 10,

2597 AK Den Haag, Pays-Bas.

Israël, Palestine
Date des faits : 7 octobre 2024 **Auteur** : Brian Eno et Yanis Varoufakis, Brian Eno : musicien et producteur de musique britannique. Yanis Varoufakis : économiste et homme politique grec. Depuis 2018, il est secrétaire du Mouvement pour la démocratie en Europe 2025 (DiEM25). Précédemment, il a été ministre des Finances grec.
Thématiques :
Rubrique : Divers